

FIL D'ACTUALITÉ

par Marion Le Calvez

Suivez l'actualité 2020 mois par mois

Janvier 2020

Vendredi 27 décembre	Un citoyen américain est tué en Irak alors qu'il se trouvait sur une base militaire au nord du pays. L'homme a été visé par un tir de roquette. Plusieurs militaires américains ainsi que des Irakiens présents sur la base ont également été blessés. Cette attaque est le fait de factions pro-Iran présentes en Irak.
Dimanche 29 décembre	En Irak et en Syrie, l'armée états-unienne riposte à l'attaque du 27 décembre en bombardant plusieurs sites tenus par l'un des mouvements proches pro-Iran du Hezbollah pro-Iran. Au moins 25 personnes perdent la vie et plus d'une cinquantaine sont blessées.
Mardi 31 décembre	En Irak, des milliers de manifestants pro-Iran envahissent l'ambassade états-unienne à Bagdad pour protester contre les raids militaires des États-Unis menés le 29 décembre. Les forces américaines présentes dans l'ambassade répliquent par des tirs de grenades lacrymogènes afin de disperser la foule en colère.
Mercredi 1^{er} janvier	En France, la légion d'honneur est décernée à Jean-François Cirelli, président de la filiale française du fonds d'investissement BlackRock. Cette nomination suscite la polémique, la société financière BlackRock est soupçonnée d'avoir exercé un lobbying puissant pour influencer l'État et tirer profit de la réforme des retraites (grâce à la capitalisation).
Vendredi 3 janvier	En Irak, un tir états-unien, ordonné par Donald Trump, abat un avion dans lequel se trouve notamment le puissant général iranien Qassem Soleimani, numéro 2 du régime iranien. Cet assassinat fait craindre une escalade de violence entre les États-Unis et l'Iran. Depuis 2018, date à laquelle les États-Unis se sont retirés de l'accord sur le nucléaire iranien et ont rétabli des sanctions économiques contre Téhéran, les relations entre les deux pays sont extrêmement tendues. Dès le lendemain de l'attaque, le président iranien Hassan Rohani promet de venger la mort Soleimani.

Samedi 4 janvier	Au lendemain de l'assassinat de Soleimani, l'Iran balance deux obus dans la zone verte de Bagdad, quartier hautement sécurisé abritant notamment l'ambassade des États-Unis et le Parlement irakien. Si l'attaque ne fait pas de victimes, Donald Trump réplique aussitôt en annonçant qu'en cas de nouvelle attaque, les États-Unis cibleront 52 sites iraniens (nombre d'otages états-uniens retenus en 1979 pendant la crise des otages de Téhéran), y compris des sites culturels. L'UNESCO et <i>Human Rights Watch</i> condamnent dans la foulée ces annonces. Les États-Unis finissent par se raviser le 7 janvier.
Dimanche 5 janvier	Le gouvernement irakien annonce avoir porté plainte auprès de l'ONU contre les États-Unis pour violation de sa souveraineté.
Dimanche 5 janvier	Le gouvernement iranien annonce vouloir rompre définitivement ses engagements conclus en 2015 (accord de Vienne sur le nucléaire) et poursuivre ainsi son processus d'enrichissement d'uranium.
Dimanche 5 janvier	En France, le débat sur les violences policières est relancé après la mort controversée d'un livreur de 42 ans. Cédric Chouviat est en effet décédé après avoir été interpellé par la police puis plaqué au sol à l'occasion d'un contrôle routier. L'autopsie a révélé une mort par asphyxie avec fracture du larynx.
Dimanche 5 janvier	En France, une enquête du magazine <i>l'Obs</i> révèle l'existence d'un groupe Facebook nommé « Le divan des médecins » censé être un espace d'entraide et de conseils entre médecins. Selon les journalistes en charge de l'enquête, ce groupe, qui compte plus de 10 000 praticiens, serait un espace où s'échangeraient des propos racistes, sexistes, homophobes, grossophobes à l'encontre des patients. De nombreuses photographies et descriptions de patients seraient partagées par certains praticiens, y compris de patients facilement identifiables. Ce groupe suscite un nouveau scandale quelques mois après celui de la <i>Ligue du Lol</i> qui avait ébranlé le milieu journalistique.
Lundi 6 janvier	Aux États-Unis, le procès d'Harvey Weinstein s'ouvre ce jour. Ce célèbre producteur est accusé de multiples agressions sexuelles. Les dénonciations à son encontre, dès octobre 2017, avaient été l'étincelle d'une vague mondiale de témoignages née sur les réseaux sociaux, désormais appelée mouvement #MeToo.
Mardi 7 janvier	En Iran, le général Soleimani est inhumé dans sa ville natale de Kerman. À cette occasion, 56 personnes sont tuées dans une bousculade et plus de 200 sont blessées.

Mardi 7 janvier

En Espagne, Pedro Sanchez, chef de file des socialistes, est reconduit à la tête du gouvernement après un vote serré. Au pouvoir depuis 2018, année durant laquelle il avait succédé à Mariano Rajoy, Pedro Sanchez a obtenu l'investiture à une faible majorité (deux voix près) et grâce à l'abstention du parti séparatiste catalan. Mariano Rajoy doit former un gouvernement de coalition réunissant son parti, le PSOE et la formation de gauche radicale Podemos.

Mercredi 8 janvier

En Irak, l'Iran bombarde une vingtaine de bases abritant des soldats états-uniens à l'occasion d'une opération baptisée « Martyr Soleimani ». Si l'Iran annonce plus de 80 soldats états-uniens décédés, les États-Unis déclarent rapidement qu'aucun de leurs ressortissants n'a été tué ou blessé. Le 16 janvier, les États-Unis finissent par reconnaître onze blessés légers. Dans la foulée de cette attaque, le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Djavad Zarif, annonce que l'Iran a « terminé ses mesures proportionnées d'autodéfense » et que Téhéran ne cherche pas « l'escalade ou la guerre ». À la fin de la journée, Donald Trump joue à son tour la carte de l'apaisement en n'annonçant aucune réplique et en déclarant que « les États-Unis sont prêts à la paix avec tous ceux qui la veulent ».

Mercredi 8 janvier

En Iran, un avion ukrainien est abattu peu de temps après son décollage de Téhéran. 176 personnes, majoritairement iraniennes et canadiennes, perdent la vie à cette occasion. Si l'Iran dément dans un premier temps son implication, le pays finit par reconnaître avoir détruit l'avion par erreur.

Mercredi 8 janvier

Au Liban, Carlos Ghosn répond aux questions de 150 journalistes à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a lui-même organisée. Les participants ont été sélectionnés par son équipe de communication. Cette conférence de presse intervient après sa fuite du Japon via la Turquie le 30 décembre 2019. L'ex-patron de Renault Nissan était détenu au Japon pour des soupçons de corruption et de malversations financières. Il a profité de cette conférence de presse pour clamer son innocence, accuser la justice nippone et dénoncer ses conditions de détention.

Mercredi 8 janvier

En France, une réunion avec les syndicats est organisée ce jour au sujet de la réforme des retraites et plus précisément de la pénibilité au travail dans la fonction publique. Organisée par les secrétaires d'État Olivier Dussopt et Laurent Pietraszewski, cette réunion ne devrait cependant pas permettre de sortir de la crise qui oppose les syndicats et le gouvernement puisque plusieurs syndicats, dont la CGT et la FSU, ont claqué la porte de la réunion.

Jeudi 9 janvier	Au Royaume-Uni, les députés approuvent la sortie de leur pays de l'Union européenne, avec 330 voix pour et 231 voix contre. Ce vote fait suite aux élections législatives de décembre 2019 qui avait permis aux conservateurs de disposer une majorité confortable au Parlement. Le texte doit encore être examiné par la Chambre des Lords puis ratifié par le Parlement européen à la fin du mois de janvier. Le <i>Brexit</i> pourrait donc être effectif le 31 janvier, mettant fin à des mois d'incertitude et d'instabilité.
Samedi 11 janvier	En France, le Premier ministre Édouard Philippe annonce le retrait provisoire de l'âge pivot (ou âge du taux plein). Censée s'appliquer dès 2022, la mesure figure toujours dans le projet et sera rétablie effective dès 2037. En échange, le Premier ministre demande aux syndicats de proposer, d'ici le mois d'avril, des solutions pour renflouer les caisses de retraite.
Dimanche 12 janvier	Aux Philippines, le volcan Taal, situé à une soixante de kilomètres au sud de Manille, est entré en éruption. Plus de 450 000 personnes vivent dans la zone à risque (soit 14 km autour du cratère). Plusieurs milliers d'entre elles ont été évacuées.
Lundi 13 janvier	En France, à Pau, le G5 Sahel s'est réuni autour d'Emmanuel Macron. Le G5S a été créé en 2014 par cinq États : la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Son but est d'encourager la coopération régionale en matière de développement et de sécurité. Pour ce faire, le G5 défend la présence de troupes étrangères au Sahel, notamment de troupes françaises. Au Sahel, la présence de troupes françaises a cependant été vivement contestée le vendredi 10 janvier à l'occasion d'un défilé organisé dans la capitale malienne.
Mardi 14 janvier	En France, le procès du Père Preynat s'ouvre à Lyon. Défroqué en 2016, Bernard Preynat est soupçonné d'avoir agressé sexuellement des jeunes garçons scouts durant plus de 20 ans. Les victimes sont organisées depuis 2015 dans l'association <i>La Parole Libérée</i> . En mars 2019, le cardinal Barbarin, ancien archevêque de Lyon, avait été condamné en première instance pour non-dénonciation d'abus sexuels dans le cadre de l'affaire Preynat.
Mercredi 15 janvier	En Russie, le Premier ministre Dimitri Medvedev annonce la démission de son gouvernement. Cette décision intervient après les annonces de Vladimir Poutine : ce dernier souhaite impulser une réforme constitutionnelle afin de renforcer le rôle du Parlement dans la formation du gouvernement. Mikhaïl Michouline a été nommé par Poutine en remplacement de Dimitri Medvedev. Le nouveau Premier ministre était depuis 2010 le chef du Service fédéral des impôts. Ces changements n'ont cependant pas apporté de réponses à la question fatidique

	concernant l'avenir de Poutine à la tête du pays : son quatrième mandat doit s'achever en 2024.
Jeudi 16 janvier	En France, une sixième journée de mobilisation est organisée pour protester contre la réforme des retraites. Elle aurait rassemblé 190 000 manifestants selon le ministère de l'Intérieur et 25 000 selon la CGT.
Dimanche 19 janvier	À Berlin (Allemagne), onze dirigeants se sont réunis, sous l'égide de l'ONU, pour tenter de trouver une solution à la crise qui ravage la Lybie, en proie à une sanglante bataille pour le pouvoir. Le pays est en effet déchiré par un conflit opposant le gouvernement d'accord national (GAN), dirigé par Faïez Sarraj et soutenu par la Turquie, et l'armée nationale libyenne, dirigée par le maréchal Khalifa Haftar et soutenue par la Russie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. Le GAN, reconnu internationalement, dirige l'ouest du pays, dont la capitale Tripoli. L'Armée nationale libyenne, quant à elle, dirige l'est du pays, dont les ports pétroliers.
Lundi 20 janvier	En Australie, le gouvernement publie une liste non exhaustive des espèces animales et végétales menacées par les incendies qui ravagent le pays depuis septembre 2019. Ces derniers auraient détruit une superficie plus vaste que le Portugal et auraient déjà tué près d'un milliard d'animaux, dont de nombreux koalas, ornithorynques et kangourous. Près de 30 personnes ont également perdu la vie depuis le début de ces incendies.
Mardi 21 janvier	La Chine annonce ce jour un sixième décès lié à un virus encore méconnu (forme de coronavirus, proche du virus responsable du SRAS, syndrome respiratoire aigu). Extrêmement contagieux, il fait craindre une épidémie semblable à celle qui avait touché la Chine en 2002-2003, causant la mort de près de 650 personnes. L'OMS craint une hausse du nombre de morts puisque près de 300 personnes seraient actuellement contaminées en Chine. Plusieurs cas ont également été détectés en Corée du Sud, au Japon, en Thaïlande et à Taïwan. Le virus, apparu en Chine à la mi-décembre, pourrait avoir été transmis à l'homme par des animaux vendus sur un marché Wuhan.
Mardi 21 janvier	Aux États-Unis, le procès en destitution de Donald Trump s'ouvre ce jour. Le jury est composé de cent sénateurs. Le Président des États-Unis est accusé d'abus de pouvoir et d'obstruction. La procédure a été impulsée en septembre 2019 par la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. L'acquittement est l'issue la plus probable de ce procès puisque les républicains sont majoritaires au Sénat.

Vendredi 24 janvier

En France, la mobilisation se poursuit contre la réforme des retraites. Pour ce 51^e jour de grève, et pour cette 7^e journée de mobilisation interprofessionnelle, des rassemblements sont prévus dans tout le pays. 350 000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale (selon les syndicats). Au même moment, le projet de loi est présenté en conseil des ministres.

Fin janvier

En France, dans plusieurs lycées, les épreuves de contrôle continu du bac (E3C) ont été perturbées voire empêchées par des élèves, professeurs ou personnes extérieures, opposés à la réforme Blanquer.